

# « Ne me dites pas ce que je dois faire. Dites-nous à quel prix » : fierté et douleur de la médecine ukrainienne

lundi 20 novembre 2023, par [KITRAL Oleksandr](#) (Date de rédaction antérieure : 14 novembre 2023).

**De nombreux médecins ukrainiens ont dû risquer leur vie pour en sauver d'autres. Dans cet article, nous vous parlerons des professionnels de la santé qui sont restés auprès de leurs patients malgré les hostilités et des problèmes de la médecine en Ukraine. Il s'agit du médecin de famille qui s'est rendu aux appels sous les tirs, de l'infirmière en chef qui a créé un hôpital à son domicile, de l'infirmière qui a prodigué des soins à des patients alités dans un hôpital froid et abandonné. En fait, ces histoires sont nombreuses, bien que l'État ne valorise pas suffisamment le travail des professionnels de la santé. Les salaires du personnel médical restent bas, même si la charge de travail augmente, et de nombreux hôpitaux ont besoin de médicaments et de nouveaux équipements. La fierté et la tristesse du système national de santé sont abordées dans cette publication.**

## Un chirurgien, malgré lui

Au cours des premiers jours de l'invasion, de nombreux hôpitaux et pharmacies ont continué à fonctionner alors même que les troupes russes entraient dans les villes. Plus tard, en raison des bombardements, de la détérioration des réserves alimentaires et des problèmes de chauffage et d'électricité, de nombreux employés sont partis vers des régions plus sûres.

Mais de nombreux professionnels de la santé étaient déterminés à rester et à poursuivre leur travail. Parmi eux, Oleksandr Dudyk, médecin de famille dans une clinique ambulatoire du village de Kyselivka, dans la région de Kherson, a déclaré à notre journaliste qu'il n'allait pas s'enfuir parce qu'il croyait que l'armée ukrainienne reprendrait tôt ou tard le territoire. De plus, il n'avait personne d'autre pour soigner les villageois.

Chaque jour, le médecin devait aider non seulement les habitants de son village, mais aussi les habitants d'autres localités qui se rendaient à Kyselivka pour consulter un médecin. Au début, il recevait les patients dans la clinique ambulatoire, mais lorsque le bâtiment a été bombardé, il a commencé à soigner les gens chez eux. Il se déplaçait à bicyclette pour rendre visite à ceux qui ne pouvaient pas se déplacer seuls. Au cours de ces déplacements, il a essuyé des tirs à plusieurs reprises et sauter des clôtures pour s'enfuir. Une fois, son vélo a été endommagé.

Le médecin de famille Oleksandr Dudyk a déclaré qu'à un moment donné, il a dû assumer les fonctions d'un chirurgien.

« J'opérais des blessures, je recousais, ce que je n'avais pas fait depuis ma jeunesse. Mais les gens n'avaient pas d'autre choix que de se tourner vers moi. J'ai donc pansé, recousu, soigné... Par ailleurs, beaucoup d'habitants connaissaient mes positions patriotiques et les ont probablement signalées aux occupants. Mais ils ne m'ont pas touché, probablement parce qu'il n'y avait plus de

médecins dans les environs », a déclaré le médecin.

Il n'y a eu qu'une seule fois où le médecin a pensé qu'il ne survivrait pas. Un jour, des soldats portant l'insigne des troupes tchéchènes de Kadyrov sont venus chez lui. Le plus gradé a exigé qu'il leur donne des « drogues ».

« J'ai dit que je ne me droguais pas. Le plus âgé m'a alors suggéré de réfléchir à nouveau. Mais j'ai répété ce que j'avais déjà dit. Je pensais en avoir fini. Mais les Kadyrovsty sont partis », a déclaré Oleksandr.

Aujourd'hui, son travail est un peu plus facile grâce aux médecins bénévoles qui se rendent dans le village une fois par mois.

### **Survie à l'hôpital**

Tetyana Tarasenko, infirmière auxiliaire au service de neurologie et de thérapie, âgée de 60 ans, a reçu l'Ordre de la princesse Olga, 3<sup>e</sup> classe, pour avoir continué à s'occuper des patients de l'hôpital municipal de Trostianets, dans l'oblast de Soumy. La ville a été occupée par l'armée russe dès les premiers jours de la guerre. Depuis la mi-mars, la situation s'est considérablement détériorée : les bombardements se sont multipliés, le système de chauffage de l'hôpital a été endommagé et certaines fenêtres ont été brisées.

En raison de la peur, du froid et de la pénurie de nourriture, les patients et le personnel ont été contraints de quitter le bâtiment de cinq étages de l'hôpital. Le 21 mars, il restait à l'hôpital 5 à 6 membres du personnel médical et 10 patients, dont 6 étaient alités. En raison des bombardements, du plâtre s'est détaché des murs et des incendies se sont déclarés de temps à autre, que le personnel et les patients ont heureusement réussi à éteindre à temps. Tetyana se souvient qu'elle ne pouvait pas quitter son lieu de travail, même si son domicile se trouvait à proximité.

« Laisser le service se débrouiller tout seul, laisser les patients sans aide, cela ne m'a jamais traversé l'esprit à l'époque », a-t-elle déclaré à *Commons*.

Elle a continué à accomplir ses tâches habituelles : changer les vêtements des patients, les essuyer avec des serviettes hygiéniques car il n'était pas possible de les laver, les envelopper dans des couvertures, les nourrir. Les médecins ont fabriqué un réchaud de fortune pour chauffer le thé et préparer des soupes. Rapidement, il y a eu des problèmes de nourriture et elle a été collectée dans tous les services de l'hôpital, ainsi que dans les pavillons voisins. Nous avons réussi à trouver de la farine et à faire du pain - il a été divisé en petits morceaux pour en faire suffisamment pour tous les patients. Le service de téléphonie mobile n'était disponible qu'au dernier étage de l'hôpital. Tetyana a aidé les patients qui pouvaient se déplacer seuls à monter au dernier étage pour qu'ils puissent parler à leurs proches.

Le 27 mars, les troupes russes se sont retirées et les patients restants ont été mis en sécurité par des volontaires. Le bâtiment de l'hôpital a été entièrement restauré en l'espace d'un an, de sorte que le personnel médical a pu reprendre ses fonctions.

Interrogée sur les difficultés qu'elle rencontre dans son travail, Tetyana Tarasenko place en premier lieu le faible niveau de son salaire. Aujourd'hui, son salaire mensuel après prélèvements est de 5 700 *hryvnias* (146 euros). En même temps, la charge de travail est énorme.

« Voici un patient victime d'un accident vasculaire cérébral. Il faut le retourner, le relever, le changer plusieurs fois. Et le soir, vous n'avez pas assez de force, vous devez demander à une autre infirmière de vous aider. On ne peut pas laisser une personne couchée, sale ! Il faut aussi les

nourrir, et tous ne peuvent pas avaler, il faut donc les persuader, comme des petits enfants. Beaucoup de patients veulent vous parler, se plaindre, pleurer. Vous essayez d'écouter tout le monde », dit-elle.

En outre, l'infirmière livre la nourriture dans les divers services et nettoie les locaux. Par exemple, dans le service où travaille Tetyana, il y a dix salles, et chacune dispose d'une toilette avec baignoire, ainsi que de deux toilettes communes. La propreté doit être maintenue en permanence.

« Il ne s'agit pas des toilettes. Mais il faudrait au moins accorder un peu d'attention à notre travail. Par exemple, ils ont augmenté les salaires des médecins et des infirmières, mais pas assez pour les infirmières. Il faudrait au moins mille hryvnias de plus. C'est une honte que notre travail soit si peu valorisé », déclare Tetyana Tarasenko.

## **Hôpital à domicile**

L'infirmière en chef de l'hôpital Vysokopillia, dans la région de Kherson, Nadiya Tsalinska, 66 ans, a refusé de fournir des soins médicaux aux militaires russes lorsque ceux-ci ont installé leur quartier général dans l'hôpital local. Munie de ses médicaments et de ses instruments médicaux, elle a commencé à recevoir des villageois chez elle avec son amie, l'infirmière Valentyna.

Nadiia Tsalinska avait de nombreuses années d'expérience dans le service de chirurgie. Outre les soins médicaux simples, elle a dû retirer des fragments et des balles logés dans la tête et de la cavité abdominale. Elle raconte qu'il y a eu des jours où 15 personnes sont venues pour des soins. Et tout cela s'est passé sous le feu de l'ennemi. La maison de Nadiya Tsalinska a été endommagée à trois reprises et son mari a été tué lors du dernier bombardement.

Au début, les militaires russes n'ont pas touché à l'infirmière. Cependant, après avoir réussi à capturer un soldat ukrainien blessé, au sourcil recousu, qui était caché par les habitants dans une maison de retraite, ils ont commencé à rendre visite à l'infirmière tous les jours. Ils la soupçonnaient d'avoir prodigué des soins médicaux au soldat. Il a ensuite été interdit à la femme de quitter sa cour, et sa maison a été contrôlée presque tous les jours. En l'absence de « visites personnelles », un drone a survolé la maison et l'infirmière a dû sortir pour que l'opérateur du drone puisse la voir. Toutefois, Nadiya n'ayant pas eu de comportement suspect, les « contrôles » ont rapidement cessé.

Nadiya Tsalinska a également aidé ses concitoyens à se nourrir :

« Je n'avais pas peur des occupants et, une fois, je leur ai même dit directement qu'une catastrophe humanitaire se préparait dans le village. J'ai dit : les gens n'ont rien à manger ! Le lendemain, les soldats nous ont apporté de la nourriture : un sac de farine, du sucre et des pâtes. Mon ami et moi avons dressé une liste des rues et avons commencé à livrer de la nourriture à vélo. Ils nous ont donné deux tasses de farine et de pâtes par famille, une tasse de sucre... Nous avons également fait du pain. Beaucoup de gens n'avaient pas vu de nourriture depuis des mois, et lorsqu'ils l'ont reçue, ils ont pleuré », a-t-elle déclaré.

Aujourd'hui, Nadiya continue de travailler en tant qu'infirmière principale. Elle affirme qu'elle n'abandonnera pas la médecine tant qu'elle en aura la force. En même temps, elle est déprimée par la façon dont l'État traite l'éducation des futurs travailleurs de la santé. Nadiia a deux petites-filles inscrites à l'école de médecine : l'une est financée par l'État et l'autre est sous contrat. Une formation sous contrat coûte 32 000 hryvnias (823 euros). Lorsque ses parents ont eu des problèmes de travail et d'argent, l'étudiante a été contrainte d'abandonner ses études. Nadiia Tsalinska estime que si l'État veut que le pays dispose d'une éducation médicale de qualité et abordable, le coût de l'éducation devrait être réduit plusieurs fois ou même rendu gratuit.

« Payer 30 à 40 000 hryvnias (771 euros à 1 029 euros) par an et étudier pendant huit ou neuf ans pour recevoir un salaire de 7 000 hryvnias (180 euros) ? Et quand récupérez-vous l'argent ? Le problème suivant est la qualité de l'enseignement. Ma deuxième petite-fille en est à sa troisième année d'études pour devenir thérapeute en réadaptation. Elle a besoin de pratique, elle a besoin de savoir comment fonctionnent les muscles. En général, je pense qu'il serait dangereux d'avoir des médecins insuffisamment formés . Par conséquent, je dois tirer ma petite-fille vers le haut, et elle s'entraîne sur moi sous ma supervision. Mais cela ne devrait pas être ainsi », estime l'infirmière.

### **Les médecins ne doivent pas penser à gagner plus**

Le jeune gynécologue-obstétricien Anton Belinsky, bien qu'il n'ait pas travaillé sous l'occupation, s'est rendu à de nombreuses reprises dans les territoires libérés. Il a rejoint la « Force de débarquement médical », une organisation qui apporte un soutien médical bénévole à la population. Le groupe est composé de médecins professionnels qui disposent de l'équipement et des médicaments nécessaires et peuvent donc s'occuper des patients de manière approfondie.

Anton estime que des soins médicaux de qualité permettent aux citoyens de sentir que l'État se préoccupe vraiment d'eux :

« Dans les territoires libérés, de nombreuses personnes ne bénéficiaient pas de soins médicaux de qualité avant la guerre, et la situation est encore pire aujourd'hui. De nombreuses personnes sont déprimées. Ces visites contribuent à maintenir la confiance dans l'État, la médecine et l'État de droit », a déclaré Anton Belinsky à nos journalistes.

Dans la zone de la ligne de front, le médecin et ses collègues ont dû travailler pratiquement à la limite de leurs forces, car il y avait beaucoup de patients. Dans ces conditions tendues, il a tiré plusieurs conclusions importantes pour améliorer le niveau de la médecine. La première est que les médecins doivent disposer de l'équipement nécessaire pour fournir des soins médicaux de qualité. La seconde est qu'un processus de formation adéquat pour les internes est d'une grande importance. Selon lui, dans de nombreux hôpitaux, des professionnels de la santé ayant des spécialités privilégiées ne sont pas motivés pour former de jeunes spécialistes, car ils craignent la concurrence. Anton lui-même n'a pas peur de cela, car il pense qu'un médecin doit être heureux d'enseigner, car cela fait avancer la médecine.

Enfin, la rémunération est extrêmement importante pour le développement de la médecine. Selon notre interlocuteur, si le niveau de rémunération n'est pas élevé, les médecins quitteront la médecine ou travailleront n'importe comment, juste pour qu'on les laisse tranquilles. Anton Belinsky est convaincu qu'un professionnel de la santé ne doit pas penser à gagner de l'argent ou à économiser.

« Il devrait y avoir un certain niveau de rémunération pour qu'une personne puisse se permettre de se reposer et de récupérer. Ils devraient penser au patient, pas au salaire », estime Anton.

Il convient de noter qu'aujourd'hui, le salaire brut d'un médecin en Ukraine devrait être de 20 000 hryvnias (514 euros), et celui d'une infirmière de 13 500 hryvnias (347 euros). Toutefois, compte tenu des qualifications et des responsabilités, même ce niveau de salaire semble extrêmement modeste par rapport au salaire moyen en Ukraine. Par exemple, une infirmière reçoit aujourd'hui moins qu'un caissière, un chargeur ou un cuisinier qui, selon le site de recherche d'emploi work.ua, ont un salaire moyen de 14 à 18 000 hryvnias (360 euros à 463 euros). En outre, tous les travailleurs de la santé ne reçoivent pas l'argent promis. En conséquence, le salaire n'est pas suffisant pour couvrir les besoins de base : le logement, la garde et l'éducation des enfants, ainsi que leur propre santé. Les infirmières sont donc souvent obligées de chercher un travail supplémentaire ou de

compter sur l'aide de leurs proches.

## **Pression à tous les niveaux**

Certains affirment que le revenu des travailleurs de la santé est bien plus élevé que leur salaire officiel, car de nombreux patients « remercient » officieusement les médecins. De tels cas sont en effet fréquents. C'est devenu possible en raison de nombreuses années de sous-financement du système de santé, ce qui a conduit à la triste situation des salaires à laquelle les travailleurs médicaux qualifiés sont contraints de faire face aujourd'hui.

Outre les problèmes de salaires, de nombreux travailleurs de la santé sont aujourd'hui confrontés à l'arbitraire de l'administration des institutions médicales. Comme l'a expliqué à *Commons* Oksana Slobodiana, responsable du mouvement social Sois comme Nina, les directeurs d'établissements médicaux tentent souvent de faire des économies sur le personnel médical en réduisant les salaires ou en les licenciant. Les infirmières et les aides-soignantes sont les premières à être licenciées, car en licenciant des médecins, un établissement médical risque de perdre les financements accordés par le Service national de santé ukrainien (NHSU). En conséquence, explique notre interlocutrice, les infirmières sont surchargées de travail, et il arrive qu'une infirmière doive s'occuper de 40 à 60 patients. Il en va de même pour les infirmières. Oksana Slobodiana explique que l'on attend désormais du personnel infirmier débutant qu'il fasse un parfait travail de nettoyage et de soins aux patients, alors que la charge de travail n'est pas fixe et ne dépend pas des connaissances et des compétences de l'employée. À cause de cette attitude, les gens perdent l'envie de travailler.

« Outre l'administration des établissements de santé, il y a aussi les collectivités locales pour qui la santé est franchement un siphonage des fonds budgétaires. Dans ce cas, le chef de la collectivité territoriale fusionnée (CTC), qui est éloigné de la médecine et n'a pas de pensée stratégique, cherche soit à se débarrasser de l'hôpital en le fermant, soit à réduire au maximum le nombre de personnels médicaux. Ces cas sont nombreux aujourd'hui. Par exemple, à Prylouky, dans l'oblast de Tchernihiv, ils essaient de liquider l'hôpital de la ville, mais le syndicat indépendant qui a été créé il y a six mois a empêché la liquidation complète de l'hôpital et le licenciement des employé.es », a déclaré Oksana Slobodiana.

Nous vous avons également raconté comment les autorités de Sosnivka, dans la région de Lviv, ont tenté de fermer l'hôpital. Cependant, grâce aux efforts d'une infirmière locale, Oksana Gladun, responsable de l'organisation syndicale de travailleurs médicaux d'Ukraine, soutenue par des médecins et des habitants de la région, cela n'a pas été possible.

Aujourd'hui, les gouvernements locaux sont responsables de l'entretien des hôpitaux. Cependant, tous n'ont pas les ressources nécessaires pour le faire. Dans le même temps, le gouvernement central continue d'exiger des hôpitaux qu'ils améliorent leurs performances, mais toutes les collectivités ne sont pas en mesure d'y parvenir. L'obligation récente d'installer la climatisation dans toutes les salles des hôpitaux est devenue un fardeau supplémentaire pour les établissements médicaux. Dans le cas contraire, les établissements médicaux perdront la possibilité de passer des conventions avec le NHSU dans le cadre de certains forfaits à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Selon le ministère de la santé, seulement 12 % des 54 000 salles sont climatisées. Oksana Slobodiana pense que l'obligation d'installer l'air conditionné dans les établissements médicaux qui n'ont pas été réparés depuis 30 ans conduira à leur fermeture. En même temps, dit-elle, les représentants du NHSU préfèrent critiquer plutôt que d'apporter des solutions aux problèmes.

Comme l'a dit l'un des médecins de la région de Zakarpattia, « Ne me dites pas ce que je dois faire. Je le sais moi-même. Dites-moi avec combien d'argent je dois le faire » nous raconte-t-elle.

Pour sa part, le gouvernement a décidé d'augmenter les salaires du personnel de santé dans les zones de front et les zones de combat, conformément à l'arrêté du ministère de la réintégration. Par exemple, les paiements dans les zones de combat sont les suivants : 28 000 hryvnias par mois pour les médecins (720 euros), 18 000 hryvnias pour les infirmières (463 euros) et 9 000 hryvnias (231 euros) pour les auxiliaires de santé. Dans les zones d'hostilités possibles (zones de front), les montants respectifs sont de 23 000 hryvnias, 15 500 hryvnias et 8 000 hryvnias. Cependant, les médecins expliquent dans les réseaux sociaux que tout le monde ne reçoit pas ces salaires. Après tout, le gouvernement a transféré la responsabilité de ces paiements supplémentaires aux budgets locaux, et les établissements de santé et les collectivités territoriales manquent d'argent. En particulier, les employés des établissements de santé de Kakhovka, Shostka, Mykolaïv, Nikopol, Selydove et bien d'autres se plaignent de l'absence de supplémentaires.

Oksana Slobodiana indique qu'à Kherson, par exemple, les médecins sont obligés d'augmenter leur temps de travail de 50 % pour gagner de l'argent supplémentaire, et leur charge de travail est énorme. Le gouvernement aurait dû prendre en compte cette situation et prendre des mesures appropriées, d'autant plus que l'arrêté sur les primes a été présenté par le ministère de la santé comme une manifestation de l'attention portée par le gouvernement au travail des travailleurs de la santé.

### **Le financement est la pierre angulaire de la médecine**

Les histoires que nous avons racontées font état d'un grave problème de rémunération du personnel de santé. En outre, les fonds alloués à l'achat de médicaments et d'équipements, ainsi qu'à l'entretien des hôpitaux, sont insuffisants. Ce sous-financement chronique dure depuis des années. Par exemple, alors que l'UE consacre 9 à 10 % de son PIB aux soins de santé, l'Ukraine en dépense environ 4 %.

Bien sûr, il y a des intentions d'améliorer la situation. Par exemple, la loi « sur les garanties financières de l'État en matière de soins médicaux pour la population » stipule que le montant des fonds provenant du budget de l'État ukrainien pour financer le programme de garantie médicale devrait s'élever à 5 % du PIB. Cependant, en raison de la guerre et des destructions, cela n'est guère possible aujourd'hui. En ce qui concerne le financement des soins de santé dans un avenir proche, selon le ministère de la santé, 202 milliards d'hryvnias, soit moins de 3 % du PIB, seront alloués aux soins de santé en 2024, étant donné que le PIB nominal prévu pour l'année prochaine est de 7,8 trillions d'hryvnias.

Cependant, quelle que soit la difficulté de la situation dans le pays, le gouvernement devra financer en priorité les soins de santé, assure l'économiste Alexey Plotnikov. Selon lui, après la guerre, il y aura dans le pays un grand nombre de personnes qui auront des problèmes de santé, tant parmi les militaires que parmi la population civile. En cas de manque de fonds, il pense que le gouvernement réduira les fonds destinés à la science, à la culture et même à l'éducation plutôt que d'économiser sur les soins de santé.

Cependant, l'État sera-t-il en mesure de fournir un niveau acceptable de soins médicaux à la population, même dans un contexte d'austérité ? Oleksiy Plotnikov en est convaincu. Selon lui, les partenaires internationaux continueront à apporter leur soutien à l'Ukraine et le pays a une chance de se redresser grâce à ses propres ressources, même si cela prendra des années.

En même temps, selon un certain nombre d'économistes, l'État doit prendre des mesures décisives pour surmonter les difficultés de l'économie. Par exemple, introduire un impôt progressif pour les plus riches, confisquer les biens surabondant du capital oligarchique et parvenir à l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine. Pour sa part, Oleksiy Plotnikov place ses espoirs dans l'adhésion de

l'Ukraine à l'Union européenne, qui lui permettra d'attirer des ressources de cette dernière, y compris pour le développement du système de santé. Le 8 novembre, la Commission européenne a recommandé l'ouverture de négociations sur l'adhésion de l'Ukraine à l'UE. Toutefois, l'avenir nous dira quelle voie le pays choisira.

Le secteur de la santé est une priorité en temps de guerre. C'est pourquoi l'État doit lui accorder plus d'attention que les années précédentes : améliorer les conditions de travail du personnel de santé, améliorer l'état des hôpitaux et les doter d'équipements et de médicaments adéquats, et augmenter les fonds alloués aux soins de santé en général. Pour ce faire, le gouvernement doit revoir ses priorités. Il est impossible de réformer avec succès une institution sociale sans s'attaquer aux problèmes systémiques. Il est important que les politiques publiques soient orientées vers la société. De nombreux Ukrainiens comprennent la nécessité de tels changements sociaux et sont prêts à contribuer à l'amélioration de la vie dans le pays. Le travail dévoué des professionnels de la santé en est un exemple.

---

## **Oleksandr Kitral**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.*

---

## **P.-S.**

Solidarity Ukraine-Belgium

<https://solidarity-ukraine-belgium.com/ne-me-dites-pas-ce-que-je-dois-faire-dites-nous-a-quel-prix-fier-te-et-douleur-de-la-medecine-ukrainienne/>